

Par mail le 05.02.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE L'AIN
COMMUNE DE
MEILLONNAS

Dossier n° DP00124123C0052

ARRETE DE NON OPPOSITION A UNE DECLARATION PREALABLE

Demande déposée le :	06/12/2023
Par :	CUDI CLEMENT
Demeurant à :	201 Rue du Mollard à MEILLONNAS (01370)
Pour :	Réfection de toiture
Surface de plancher créée :	0 m ²
Adresse projet :	201 Rue du Mollard à Meillonnas (01370) Parcelle(s) 0F-0336

Le maire de la commune de MEILLONNAS,

Vu la déclaration préalable susvisée ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 27 juillet 2012, mis à jour le 16 juillet 2018, modifié les 26 janvier 2017 et 30 mars 2018 ;

Vu la zone UA du PLU et son règlement ;

Vu la délibération du conseil municipal du 9 juillet 2021 prescrivant la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;

Vu l'avis conforme favorable, assorti de prescriptions, de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 22/12/2023 ;

Considérant que l'immeuble est situé aux abords du monument historique suivant : Château situé à 01241 Meillonnas ;

Considérant que le projet, en l'état, est de nature à porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur du monument historique précité ou de ses abords ;

Considérant que le projet doit faire l'objet de prescriptions afin d'y remédier ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable pour le projet visé ci-dessus sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées aux articles suivants.

Article 2 :

Les couvertures seront soit :

- en tuiles creuses (canal) ou romanes (à emboîtement, fortement galbées, 13 unités au m², type Imerys « Canal S » ou « Omega 13 » ou équivalent) en terre cuite de teinte rouge, rouge vieilli.
- en tuiles de terre cuite losangées ou à côte centrale (12 à 14 unités au m²).

Fait à MEILLONNAS, le 05.02.2024.
Le Maire, Jean-Pierre ARRAGON



Caractère exécutoire de la présente décision :

La présente décision est exécutoire à compter de sa réception par le demandeur.

Contrôle de légalité :

Le dossier et la décision ont été transmis au représentant de l'Etat dans les conditions prévues aux articles L2131-1 et 2 du code Général des Collectivités Territoriales, soit le :

Affichage de l'avis de dépôt :

Conformément aux dispositions des articles R423-6 et R424-5 du code de l'urbanisme, l'avis de dépôt de la présente demande a été affiché en mairie pendant toute la durée d'instruction et à compter du : 06/12/2023.

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article [R. 424-17](#) du code de l'urbanisme, la déclaration préalable est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le bénéficiaire de l'autorisation peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A.424-19 du Code de l'Urbanisme, est disponible à la mairie, sur le site internet www.service-public.fr ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

L'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire de l'autorisation au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;
- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :

Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommage-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Achèvement des travaux :

A l'achèvement des travaux le bénéficiaire adresse au Maire, en trois exemplaires, une Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (le modèle de déclaration est disponible à la mairie ou sur le site internet www.service-public.fr).

L'administration dispose d'un délai de 3 mois porté à 5 mois en cas de récolement obligatoire, à compter de la réception en mairie de la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux, pour effectuer un contrôle sur site et contester la conformité des travaux.



Objet: **Modification Déclaration préalable**

De: Clément Cudi <clementcudi@yahoo.fr>

Le vendredi 2 février 2024 à 11:33 réception

Commune de Meillonnas

Bonjour,

J'accuse bonne réception de l'arrêté de non opposition à ma demande préalable N° DP00124123C0052

Cordialement,

CLEMENT CUDI

Le lundi 5 février 2024 à 11:30:50 UTC+1, Commune de Meillonnas <commune-meillonnas@orange.fr> a écrit :

Bonjour

Comme convenu ci joint arrêté DP

Merci de me retourner 1 ex daté et signé

cordialement

le secrétariat

Le : 13 décembre 2023 à 10:49 (GMT +01:00)

De : "Clément Cudi" <clementcudi@yahoo.fr>

À : "Commune de Meillonnas" <commune-meillonnas@orange.fr>

Objet : Re: Modification Déclaration préalable

Bonjour,

Avez vous pus mettre à jours ma déclaration préalable ?

Cordialement,

CLEMENT CUDI

Le vendredi 8 décembre 2023 à 10:56:08 UTC+1, Clément Cudi <clementcudi@yahoo.fr> a écrit :

Suite à notre covnersation téléphonique,

Cocnernant mla DP00124123C0052, j'ai besoin de modifier le type de tuile que j'ai propsoé par les suviantes :

Tuile OMAGE 10 Rouge nuancé



Pouvez vous me confirmer la bonne prise en compte de ma demande ?